

SAVARY Alain

1918-1988

Alain Savary (né le 25 avril 1918 à Alger et mort le 17 février 1988 à Paris) est **un homme politique français**, compagnon de la Libération, membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), du Parti socialiste unifié (PSU), et enfin du Parti socialiste (PS).

Ministre de l'Éducation entre 1981 et 1984, il est à l'origine des zones d'éducation prioritaires (ZEP).

Élève au collège Stanislas, puis au lycée Buffon à Paris, il est appelé dans la marine en octobre 1938 et il rallie la France libre en juin 1940, refusant la défaite. En décembre 1941, au moment du ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon auquel il participe, l'amiral Émile Muselier confie à Alain Savary la charge d'administrer ce territoire. Il reste gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en janvier 1943.

À partir d'avril 1944, Alain Savary participe à la campagne d'Italie, où il se distingue. En août 1944, il commande le 2^e escadron du 1^{er} régiment de fusiliers marins de la 1^{re} division française libre qui débarque en Provence et participe activement, sous la direction de son commandant, aux combats de libération de La Crau et de Toulon. Le 12 septembre la jonction est faite, à Nod-sur-Seine, près de Châtillon, entre un peloton de l'escadron Savary et les spahis de la 2^e DB du général Leclerc.

À partir d'octobre 1944, il est appelé à siéger à l'Assemblée consultative provisoire pour y représenter les compagnons de la Libération dont il fait partie.

Enseigne de vaisseau (équivalent de lieutenant) dans son action de libération de la France, il est commandant d'escadron lors des campagnes d'Italie et de France ; le général de Gaulle le nomme commissaire de la République à Angers avec rang de général de corps d'armée en 1945. Il est également compagnon de la Libération.

En 1946, il est nommé Secrétaire général du Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes.

De 1948 à 1951, il est Conseiller de l'Union française puis député de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en 1958, date à laquelle il devient secrétaire général adjoint de la SFIO. Opposé au projet de communauté européenne de défense et à une Europe restreinte à l'Europe à Six, il rédige un tract à cet effet avec Robert Verdier. Du 1^{er} février au 3 novembre 1956, il est secrétaire d'État chargé des affaires marocaines et tunisiennes dans le gouvernement Guy Mollet au moment de l'indépendance de ces deux pays (mars 1956). Il démissionne pour protester contre l'arrestation de Ben Bella à Alger.

Échange entre Alain Savary et Alexandre Sanguinetti sur Europe no 1, le 2 février 1973.

Il quitte la SFIO en 1958 en raison du ralliement de Guy Mollet au nouveau régime. Il est alors parmi les fondateurs du PSA (Parti socialiste autonome) avant de faire partie des dirigeants du PSU (Parti socialiste unifié). Souhaitant entreprendre le renouveau et le regroupement de la gauche, il crée la Convention socialisme et démocratie puis l'UCRG (Union des clubs pour le renouveau de la gauche).

En juillet 1969, au congrès d'Issy-les-Moulineaux, Savary est élu premier secrétaire du nouveau parti socialiste, qui adopte la stratégie de l'« Union de la gauche » mais pas l'idée

d'un programme commun de gouvernement avec le PCF. Il est renversé par François Mitterrand lors du congrès d'Épinay-sur-Seine en juin 1971.

Il est ensuite élu député dans le département de la Haute-Garonne de 1973 à 1981, et préside le conseil régional de Midi-Pyrénées de 1973 à 1981. En 1977, il échoue dans sa tentative de reprendre la mairie de Toulouse à Pierre Baudis.

En 1981, il devient ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de Pierre Mauroy, avec comme directeur de cabinet Jean-Paul Costa, qui devient juge de la Cour européenne des droits de l'homme.

En 1982, il rédige une circulaire, dite « circulaire Savary », considérée comme une véritable avancée concernant des langues régionales dans le service public d'éducation nationale. Cette circulaire organise les enseignements de langues et cultures régionales de la maternelle à l'université et autorise les expérimentations, telles les ouvertures de classes bilingues. L'enseignement des langues et cultures régionales peut être considéré comme une matière spécifique. La même année il crée avec un groupe d'enseignants rassemblés autour de Jean Lévi le lycée autogéré de Paris.

En 1984, il fait voter une loi de réforme de l'enseignement supérieur à laquelle son nom reste attaché. Il est chargé d'unifier l'enseignement secondaire et de mettre fin à la distinction entre l'école privée (dite « école libre ») et école publique. Sa tentative, que les députés socialistes radicalisent, déclenche, à droite, de nombreuses protestations, qui débouchent sur une importante manifestation dans les rues de Paris en juin 1984 au nom de la défense de l'« école libre » (pour les autres au nom de la laïcité).

Désavoué par François Mitterrand, il remet sa démission du gouvernement quelques heures avant l'annonce de la démission complète du gouvernement Mauroy, en juillet 1984.